

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 VILLEURBANNE

Villeurbanne, le 27/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **AVERY-DENISSON MATERIALS FRANCE**

7 rue Pierre POIZAT  
69240 THIZY-LES-BOURGS

Références : UD-R-CTESSP-22-N°229-SP  
Code AIOT : 0006103556

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2022 dans l'établissement AVERY-DENISSON MATERIALS FRANCE implanté 7 rue Pierre Poizat 69240 THIZY LES BOURGS. L'inspection a été annoncée le 25/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AVERY-DENISSON MATERIALS FRANCE
- 7 rue Pierre Poizat 69240 THIZY LES BOURGS
- Code AIOT : 0006103556
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société Avery Dennison est implantée sur le site de Thizy depuis 1969, avec la même activité de fabrication d'étiquettes auto-adhésives (auparavant site d'une teinturerie).

L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral du 14 juin 2010 pris à la suite de l'instruction du bilan de fonctionnement. La rubrique IED n°3670 relative au traitement de surface de matières à l'aide de solvants organiques a été actée dans le courrier du 23 janvier 2014. Le site est en effet spécialisé pour le groupe dans l'application d'adhésif selon un procédé aux solvants.

L'adhésif est déposé par enduction (1 chaîne d'enduction) sur un support papier ou film plastique précédemment siliconé (1 ligne de siliconage), puis contre collé d'un frontal afin de constituer l'auto-

adhésif. L'établissement dispose également d'une machine d'impression flexographie.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rejets atmosphériques ;
- Eau ;
- IED ;
- Produits chimiques ;
- Installations électriques.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques - COV	Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, annexe 2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
2	Rejets atmosphériques - Oxydateur	Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 11.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 17.9	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 25.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 25.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Disconnecteurs	Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 15.2	/	Sans objet
5	IED	Code de l'environnement du 09/05/2017, article R.515-71	/	Sans objet
6	Produits chimiques	Règlement européen du 30/12/2006, article 37.5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en oeuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

Concernant la non-conformité relative aux installations électriques, l'Inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 25.4 de l'arrêté

préfectoral du 14 juin 2010 modifié.

Concernant la non-conformité relative au contrôle des accès, l'Inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 25.1.1 de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2010 modifié.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, annexe 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tableau des valeurs limites de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2010 modifié.  Les valeurs limites d'émissions relatives au COV ne sont pas applicables dans le cas de la mise en place d'un schéma de maîtrise des émissions COV. Celui-ci devra être transmis à l'inspection des installations classées chaque année. Un tel schéma garantit que le flux total d'émissions de COV de l'établissement ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies ci-dessus.
<b>Constats :</b> Lors de la précédente visite du 15 mars 2018, l'Inspection avait constaté des erreurs de méthode/calcul dans l'élaboration du schéma de maîtrise des émissions (SME) ainsi que du plan de gestion des solvants (PGS) et avait demandé à l'exploitant de corriger ces erreurs en s'appuyant sur les guides disponibles sur le sujet.  Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté que l'exploitant a procédé à des corrections sur son schéma de maîtrise des émissions et son plan de gestion des solvants mais qu'il reste des points à corriger : <ul style="list-style-type: none"><li>- facteur de réponse des solvants pas utilisé pour le calcul des EACc du SME ;</li><li>- valeur erronée du facteur de réponse utilisé pour le calcul des émissions canalisées de 1-methoxy-2-propanol de la flexographie du PGS ;</li><li>- la valeur du total des émissions diffuses du PGS ne correspond pas au résultat obtenu en utilisant les valeurs des différents paramètres nécessaires au calcul (O2/O3/O4/I1 etc...) ;</li><li>- il doit être détaillé dans le PGS comment sont obtenues les valeurs d'émissions canalisées non traitées de solvant des installations E101/siliconeuse.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit, sous 2 mois, corriger son schéma de maîtrise des émissions et son plan de gestion des solvants.
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : Rejets atmosphériques - Oxydateur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 11.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques - Oxydateur
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.
<b>Constats :</b> L'Inspection a constaté que les deux dernières opérations de maintenance de l'oxydateur thermique ont été réalisées les 20 janvier 2021 et 6 septembre 2022 par une société spécialisée selon un contrat annuel. Aussi, l'exploitant a précisé que l'oxydateur fait l'objet d'un contrôle de fonctionnement deux fois par jour par un opérateur du site. Ce contrôle est enregistré dans un registre.  L'Inspection a constaté que l'oxydateur a fait l'objet d'un arrêt de 5 heures sans interruption en août 2021. L'exploitant a fourni des précisions, par courriel du 16 septembre 2022, sur les conditions de fonctionnement des installations pendant cette période d'interruption d'une durée de 5 heures. Les éléments transmis indiquent que les machines de production à l'origine d'émissions de COV dirigées vers l'oxydateur ont fonctionné pendant cette période sur une durée cumulée totale de 4h01.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  <b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit, sous 2 mois, mettre en oeuvre des dispositions visant à : <ul style="list-style-type: none"><li>- réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité de l'oxydateur, pendant lesquelles il ne pourra assurer pleinement sa fonction ;</li><li>- garantir, en cas d'indisponibilité de l'oxydateur susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, que l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant les installations concernées.</li></ul>
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 17.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Analyse annuelle de la concentration en mg/l des hydrocarbures totaux dans les rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées. La valeur limite est de 10 mg/l.
<b>Constats :</b> L'Inspection a constaté que le dernier contrôle des eaux pluviales a été réalisé le 8 décembre 2021 et que la concentration en hydrocarbure mesurée, de 0.23 mg/l, est bien inférieure à la valeur limite fixée, de 10 mg/l, à l'article 17.9 de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2010.  Toutefois, l'exploitant a indiqué que le problème du raccordement de deux voisins (non industriels) à son réseau de rejet des eaux pluviales persiste. L'exploitant précise que les travaux sur le domaine public (création de boîtiers de raccordement) ont été réalisés mais que les deux voisins n'ont pas réalisés les travaux nécessaires sur leurs domaines privés pour permettre leur raccordement direct au réseau public sans passer chez l'exploitant.  Toutefois, aucune convention de déversement n'a été établie entre l'exploitant et ces deux voisins en attendant leur raccordement direct au réseau public.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  <b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit, sous 3 mois, établir une convention de déversement avec ses voisins raccordés à son réseau d'évacuation des eaux pluviales dans l'attente du raccordement direct de ces voisins au réseau public.
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 4 : Disconnecteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 15.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des réseau d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.
<b>Constats :</b> Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a indiqué que le site est alimenté en eau par le réseau d'adduction public avec un seul point d'alimentation équipé d'un disconnecteur.  L'exploitant a transmis à l'Inspection, par courriel du 16 septembre 2022, le rapport du dernier contrôle du disconnecteur.  L'Inspection a constaté que le rapport du dernier contrôle du disconnecteur indique que son fonctionnement est conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : IED

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 09/05/2017, article R.515-71
<b>Thème(s) :</b> Autre, IED
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. – En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois.</p>
<p><b>Constats :</b> Par courrier du 10 décembre 2021, l'exploitant a transmis le dossier de réexamen exigé à l'article R.515-71 du code de l'environnement pour les activités menées sur son site.</p> <p>Ce rapport de réexamen fait l'objet d'une instruction indépendante des suites de la présente visite.</p> <p>L'exploitant a précisé lors de la présente visite que le raccordement de la flexographie à l'oxydateur thermique, mesure d'amélioration identifiée dans le rapport de réexamen précité, a été budgétisé pour l'année 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 30/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits chimiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes:</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> Les constats sont détaillés dans les annexes I et II du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 25.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.  Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.  <b>Constats :</b> L'exploitant a transmis préalablement à la présente visite, les rapports des contrôles des installations électriques menés par un organisme compétent en juillet 2020 et juin 2021. L'Inspection a constaté que les limites d'intervention suivantes ont été relevées en 2020 et 2021 par l'organisme en charge du contrôle pour des raisons d'exploitation du site : <ul style="list-style-type: none"><li>- coupure haute tension non réalisée ;</li><li>- dispositifs différentiels à courant résiduel (DDR) n'ont pas été testés dans les règles de l'art ;</li><li>- continuité à la terre des appareils d'éclairage n'a pas pu être vérifiée ;</li><li>- certaines parties des vestiaires étaient inaccessibles.</li></ul> Par ailleurs, le rapport de contrôle 2021 indique 12 observations dont 5 avaient déjà été relevées lors du précédent contrôle de 2020.  Par courriel du 16 septembre 2022, l'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport de contrôle 2021 annoté avec les actions correctives menées ainsi que leurs dates de réalisation. Seule l'anomalie relative à l'armoire oxydeur (observation n°12) n'a pas été corrigée d'après le document transmis.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription  <b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit sous 2 mois : <ul style="list-style-type: none"><li>- régulariser la non-conformité relative à l'armoire oxydeur ;</li><li>- faire procéder à un nouveau contrôle des installations électriques, incluant les points non contrôlés en 2020 et 2021. Le rapport de contrôle sera transmis à l'Inspection.</li></ul> Au regard des enjeux, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



## N° 8 : Contrôle des accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 25.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle des accès
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.
<b>Constats :</b> L'Inspection a constaté dans le cadre de la présente visite que l'accès au site n'est pas correctement contrôlé, en particulier pour les véhicules légers et les piétons.  En effet, aucun filtrage n'est réalisé pour les véhicules légers et les piétons pendant les heures d'ouverture du site. L'Inspection a ainsi pu traverser le site avec son véhicule jusqu'au parking visiteur et avoir accès aux installations sans avoir préalablement fait l'objet d'un contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription  <b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit, sous 3 mois, mettre en oeuvre des dispositions visant à s'assurer qu'aucune personne étrangère à l'établissement n'ait libre accès aux installations. Un contrôle des accès doit être réalisé.  Au regard des enjeux, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois